



Déclaration du SNUipp-FSU Au CTA du 15 janvier 2016

Madame la rectrice, mesdames et messieurs les inspecteurs d'académie, mesdames et messieurs,

Les communications ministérielles sur la priorité donnée à l'école ne résistent pas à l'examen de la réalité du terrain telle qu'elle se dessine pour la rentrée 2016 : la dotation globale de l'académie est nettement insuffisante et l'effort consenti au 93 doit être déconnecté de la dotation académique. **Où est donc passée la volonté de faire réussir tous les élèves, raison d'être affirmée de la loi de refondation de l'école?**

La scolarisation des TPS, le déploiement des PDMQDC, les missions réaffirmées des RASED, l'allègement des tâches des directeurs, le droit à la formation initiale et continue et une insertion réussie des élèves à besoins particuliers resteront lettres mortes tant que des créations de postes, les départs en formation seront bloqués.

De même, le nombre d'élèves dans certaines classes va encore augmenter, dégradant les conditions de travail des professeurs des écoles et les possibilités de réussite des élèves, en particulier des plus fragiles.

En comparant les dotations de chaque département, nous contestons fermement le choix qui consiste à organiser l'iniquité entre les départements. Si les besoins sont immenses en Seine Saint Denis, les besoins du Val De Marne et de la Seine & Marne ne doivent pas pour autant être traités de cette manière.

1. **La réforme du remplacement dans le 77 désorganise complètement les écoles.** Un bilan qualitatif doit être réalisé : nous déplorons une dotation indigente mais il faudrait à minima que la gestion soit efficiente !

Déjà au moment de la révision de la carte de l'éducation prioritaire, la Seine-et-Marne avait payé un lourd tribut en perdant 9 réseaux ruraux, parce que l'un des critères appliqués favorisait les zones urbaines. Aujourd'hui la fermeture de 25 classes est envisagée dans les villages avec la multiplication de classes à 25 élèves sur 3 voire 4 niveaux.

Ainsi, opérer à nouveau la répartition en fonction du poids de l'Education prioritaire constitue une double peine pour la Seine et Marne qui est le département qui connaît le taux de poursuite d'études le plus bas de l'académie, et le taux de chômage des 16/24ans le plus haut d'IDF.

2. **En Val de Marne aussi, la dotation attribuée constitue une nette dégradation :**

Où est la priorité au primaire quand les effectifs augmentent et la dotation diminue ne compensant même pas la hausse démographique réelle. (*P/E de 5,09 à 5,12 mais 8,2 en termes de dotation de la hausse démographique*)

Malgré les promesses, les élèves du département souffrent de plus en plus du manque de moyens face à la difficulté scolaire voire à des formes de violence de plus en plus problématiques au quotidien. Les RASED où il reste les trois spécialités sont l'exception et la situation ne cesse de se dégrader d'année en année.

Toutes nos écoles sont concernées car, même dans les quartiers dits favorisés, les aides aux élèves en difficulté ou à BEP sont défaillantes.

Cette dotation aura de graves répercussions sur les effectifs déjà très élevés (29/30 en classe banale, 25/26 en REP), comme sur les postes de remplaçants déjà déficitaires.

3. Et même en Seine Saint Denis le compte n'y est pas :

Nous constatons d'énormes problèmes de remplacement avec jusqu'à trois enseignants qui ne sont pas remplacés dans une même école : le recrutement de contractuels en cours alors que des dizaines de collègues sont en liste complémentaire est proprement scandaleux et nous ne comprenons pas cette logique.

Entre 2008 et 2012 ce sont 190 postes RASED qui ont été supprimés et qui aujourd'hui font défaut, sans que des départs en formation suffisants soient prévus.

Malgré la démographie professionnelle particulière du 93, la création urgente de postes de formateurs, CPC et PEMF reste très insuffisante.

Concernant le handicap, la scolarisation des élèves ne tient que par l'engagement volontariste de collègues qui commencent sérieusement à s'essouffler du fait d'un manque évident de moyens, de formation et de considération.

Au moment où la République elle-même est mise en danger, l'appauvrissement des populations, combiné à la dégradation du service public d'éducation depuis dix ans, creuse les inégalités et remet en cause le vivre ensemble, avec les résultats que l'on sait.

Avec la mise en concurrence de la misère entre les départements et les territoires, nous prenons le risque énorme de laisser s'installer des situations potentiellement explosives.

Il ne reste à ce jour de la réforme promise qu'un beau discours .Nous pouvons d'ailleurs nous risquer à mesurer la désillusion générale à l'aune les derniers résultats électoraux : elle concerne nos collègues mais aussi les familles de nos élèves qui ont montré lors de différents scrutins qu'ils ne croient plus aux espoirs de changement.

Les services publics se dégradent encore et nos besoins sont au moins de 1000 postes pour la Seine-Saint-Denis, de 700 postes en Seine et Marne et 600 en Val de Marne pour simplement rattraper le taux d'encadrement moyen national. Aucun département ne doit être laissé pour compte !

C'est pourquoi le SNUipp-FSU mettra tout en œuvre pour une carte scolaire qui permettrait :

- La scolarisation des enfants dès 2 ans, le déploiement des PMQDC, la restauration des RASED, l'allègement des tâches des directeurs, la dotation en moyen de remplacement
- la scolarisation des élèves à BEP avec formations, allègements, remplaçants pour les synthèses, ESS, EE et EP...
- la création de postes de formateurs, CPC et PEMF
- un effort pour les nouvelles écoles en REP auxquelles il avait été promis "une montée en charge progressive des moyens"
- le « regard particulier et bienveillant"...promis lors de la refonte de la carte de l'Education Prioritaire
- le recrutement immédiat de stagiaires sur les listes complémentaires et l'augmentation du nombre de postes au concours.

La dotation académique doit être augmentée dès la rentrée de septembre 2016 dans le cadre de la création de 60000 postes promis.

Une loi ne suffit pas à changer l'école : une volonté politique réelle se mesure aux moyens donnés pour sa mise en œuvre au bénéfice de la réussite des élèves.

L'école n'est pas qu'un coût, c'est un investissement : c'est pourquoi le SNUipp-FSU appelle à une journée de grève et de manifestation le 26 février pour une reconnaissance salariale à la hauteur de nos engagements pour le service public.